

✘ Quelque 76.898 actes de violences urbaines, dont plus de 31.000 incendies de véhicules, ont été enregistrés au cours des neuf premiers mois de 2006, a-t-on appris lundi auprès de la direction générale de la police nationale (DGPN). Un indicateur national dédié a en effet été créé le 1er janvier dernier pour mesurer l'évolution de ces violences particulières, après les émeutes d'octobre-novembre 2005 dans les banlieues. Il recense neuf rubriques, dont la plus importante, celle des véhicules brûlés qui, avec 31.514 faits de ce genre enregistrés de janvier à septembre (inclus) 2006, représente à elle seule 40,98% de l'ensemble. Viennent ensuite les feux de poubelles (20.080, soit 26,11% de l'ensemble), puis les jets de projectiles (6.113), les dégradations de mobilier urbain (5.959) et les incendies de biens publics (4.396). Les violences collectives à l'encontre des services de sécurité, de secours et de santé arrivent en sixième position (4.244, soit 5,52% de l'ensemble), devant les rodéos automobiles (4.149), tandis que les affrontements entre bandes (215) ferment la marche.

La cartographie des [émeutes](#) est implacable : le feu a pris principalement dans les zones urbaines sensibles comportant les plus faibles revenus, là où les jeunes étaient particulièrement nombreux, jusqu'à constituer 40 % des habitants. Mais aussi dans les quartiers à forte densité de familles africaines de plus de six enfants.

L'enquête menée par le sociologue Hugues Lagrange analyse comment ces jeunes « blacks » ont largement participé au mouvement, même s'ils n'étaient pas les seuls émeutiers, comme l'ont montré les arrestations.

« Ces Africains appartiennent à la dernière vague d'immigration, la plus pauvre, la moins éduquée. Surtout celle dont les familles viennent du Sahel », analyse Hugues Lagrange. Les enfants vivent parfois un décalage douloureux entre les traditions des parents et leur vie en France. À la maison, ces jeunes se plient aux codes familiaux, sans forcément les comprendre. En Afrique, ces interdits sont renforcés par les adultes qui interviennent auprès de tous les enfants. Ici, l'école a tendance à dévaloriser cette éducation, analyse la chercheuse Nathalie Kakpo. Entre ces deux mondes, certains « échappent à toute autorité ».

Depuis les émeutes, les casseurs noirs encapuchonnés sont revenus sur le devant de la scène, lors des manifestations contre le CPE au printemps. Tandis qu'un Conseil représentatif des associations noires (Cran) s'est créé pour dénoncer les discriminations et tenter ainsi d'imposer la question noire en politique.

Les [réactions internationales](#) aux émeutes des banlieues de 2005.